

GERMIVOIRE



www.germ-ivoire.net

Revue scientifique
de littérature,
des langues et
des sciences sociales

ISSN: 2411-6750



Université Félix Houphouët Boigny



www.germ-ivoire.net

**REVUE SCIENTIFIQUE DE LITTÉRATURE
DES LANGUES ET DES SCIENCES SOCIALES**



15/2021

Directeur de publication:

Paul N'GUESSAN-BÉCHIÉ
Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody

Éditeur:

Djama Ignace ALLABA
Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody

Comité de Rédaction:

Brahima DIABY (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody)
Ahiba Alphonse BOUA (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody)
Djama Ignace ALLABA (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody)
Aimé KAHA (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody)

www.germ-ivoire.net

Comité scientifique de Germivoire

Prof. Dr. Dr. Dr. h.c. Ernest W.B. HESS-LUETTICH
Stellenbosch University Private Bag X1

Dr Gerd Ulrich BAUER
Universität Bayreuth

Prof. Stephan MÜHR
University of Pretoria

Prof. Dakha DEME
Université Cheikh Anta Diop - Dakar

Prof. Serge GLITHO
Université de Lomé - Togo

Prof. Aimé KOUASSI
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof. Paul N'GUESSAN-BECHIE
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof. Kasimi DJIMAN
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof Kra Raymond YAO
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

Prof Daouda COULIBALY
Université Alassane Ouattara (Bouaké)

TABLE DES MATIÈRES

Editorial	5
------------------------	----------

Allemand

KOUASSI Jean-Yves Die Krisenländer Afrikas in den Schlaglichtern der deutschen Presse am Beispiel der Côte d'Ivoire	6–18
--	------

KOUADIO Konan Hubert La littérature numérique et la question de la littérarité dans la littérature germanophone	19–37
--	-------

Anglais

DIOP Omar Le « F-Word » dans les sous-titrages, quelles stratégies traductionnelles?	38–52
--	-------

KOFFI Yssa Désiré Eclipse of the White Myth of Supremacy in Ernest Gaines' <i>A Lesson Before Dying</i>	53–64
--	-------

Espagnol

DJORO Amon Cathérine La retraducción literaria: ¿por qué volver a traducir lo ya traducido?	65–75
--	-------

KUMON Anougba Simplicie Les effets de l'espagnol sur le français parlé par les Ivoiriens résidant en Espagne	76–87
---	-------

KOUA Kadio Pascal <i>Huasipungo</i> de Jorge Icaza: ¿una obra indigenista o indianista?	88–98
--	-------

Géographie

ISSALEY Nana Aichatou / MAMADOU Ibrahim / ABDOU Rabiou / MATY MIKO / Mahamane Salissou Variabilité pluviométrique et vécus paysans dans le terroir villageois de Kotare-Mayahi dans la région de Maradi au Niger	99–116
---	--------

Lettres (Littérature / Langue)

AGBO James Kofi Étude de la prise de parole en classe de FLE chez les étudiants de niveau 400 au Département de français à l'Université du Ghana	117–133
---	---------

ADA ONDO Danielle Évolution ou involution de la condition de la femme en Guinée équatoriale au XXI^e siècle dans les romans <i>Tres almas para un corazón</i> (2011), <i>el llanto de la perra</i> (2005), <i>la bastarda</i> (2016) et <i>matanga, sangre en la selva</i> (2013)	134–147
--	---------

KOFFI Dagou Kanga Marie Albertine La compétence modale africaine disproportionnée dans <i>Sous le pouvoir des blakoros I</i> de Amadou Koné	148–164
--	---------

SARR Diokel *Le purgatoire* de Dante Alighieri : Quand l'authentique guide sensoriel relaye le figurant dans l'ascension spirituelle 165–181

GOUHE Ouattara *La poétique du corps dansant* chez Stéphane Mallarmé, Rilke, Jean Follain et Jean Tortel 182–195

KANGA Konan Arsène *Les interactions médiatiques dans l'écriture subversive* de Jean-Marie Adiaffi et de Werewere-Liking 196–208

KOITA Binta *Enseignement Bilingue au Mali : atout ou handicap pour les apprenants en milieu universitaire ?* 209–219

KAIZA Elias Kossi *Les contraintes syntaxiques d'emploi de la préposition « en » en français langue étrangère : le cas des étudiants de University of Ghana, Legon* 220–235

SALL Mouhamadou Moustapha *Poétique narrative et intergénéricité dans *Le Ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome, *Le Petit prince de Belleville* de Calixthe Beyala, *Place des fêtes* de Sami Tchak et *Aux États-Unis d'Afrique* d'Abdourahman Waberi* 236–249

NABEDE Piyabalo *Paysages et saveurs d'Afrique dans *Gens de brume* de Nimrod et *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline* 250–265

Philosophie

KANON Gbomené Hilaire *Le sens de Dieu chez Max Horkheimer* 266–276

AMEWU Yawo Agbéko *La Covid-19 et les vulnérabilités globales : Réflexion sur les nouvelles mutations de l'agir humain* 277–290

Sciences du Langage et de la Communication

KAHI Oulaï Honoré *Mutations des logiques d'organisation et de production dans les médias classiques en Afrique francophone subsaharienne à l'ère numérique* 291–308

KOUAME Khan / COULIBALY Daouda / OULAI Jean-Claude *Analyse discursive des interférences crissiques dans les adresses à la nation du 31 décembre 2019 de trois leaders politiques ivoiriens* 309–319

Éditorial

Il y a des avancées qui se font par bonds qualitatifs. Et Germivoire se situe – en tant que Revue – dans cet élan de la qualité qui vise des avancées positives. Mais ses bonds se font de manière trimestrielle. Ainsi il y a la parution de juin et celle de décembre. Et nous voici au numéro de décembre 2021. Un numéro qui annonce la clôture d'un parcours et l'entame d'un autre, à la fois.

Et ce numéro de Germivoire s'inscrit dans la tradition de son parcours. Revue scientifique ouvert sur les champs des humanités et des sciences humaines, elle accueille des contributions d'origines diverses, que celles-ci soient à suc littéraire ou sociétal. Dans cet élan, vous y trouverez, cher lectorat, une variété d'articles au goût des mondes germaniste, angliciste, hispano-ibérique, géo-historique, socio-linguistique ou communicationnel. C'est à une sorte de 'n'zassa' stylistique à la Jean Marie Adiaffi que vous propose ce numéro de Germivoire de décembre 2021. A vous le beau parcours fructueux entre ces proposées lignes aux entrecroisements divers !!

Pour ce qui est du parcours, nous profitons de l'occasion pour dire à nos esprits contributeurs à venir que nous allons, dorénavant, privilégier les langues allemande, anglaise et française comme vecteurs de diffusion, comme nous nous le sommes suggéré lors d'une réunion de rédaction. Ce, en raison du double regard de responsabilité et d'efficacité. Responsabilité vis-à-vis du contenu des articles. Et efficacité quant à la capacité des membres de la rédaction d'avoir un minimum d'appréciation sur le contenu général des contributions avant de les envoyer à l'instruction. Nous espérons une compréhension fructueuse de votre part !

Et que dire d'autre ? Rien de particulier, excepté nos souhaits de bonne lecture et de bonnes fêtes de fin d'année 2021 !

Bien à nous, bien à vous !

Hotep !i! Paix !i!

Brahima DIABY

Die Krisenländer Afrikas in den Schlaglichtern der deutschen Presse am Beispiel der Côte d'Ivoire

KOUASSI Jean-Yves
(Université Alassane Ouattara / Bouaké)
Email : jykouassi01@gmail.com

Zusammenfassung

Als Kommunikationsmittel unterliegt die Presse einer Reihe von Moral- und Verhaltensregeln, um ihre Funktion erfüllen zu können. Manchmal werden diese Regeln durch die europäische Presse untergraben, weil sie falsche Nachrichten über Länder veröffentlicht, wenn diese sich in einer Krisensituation befinden. Der Fall der Côte d'Ivoire in Bezug auf die deutsche Presse verlangt eine Analyse, denn diese europäische Presse hat ein besonderes Interesse an der Côte d'Ivoire während der Krisenzeit – 2002-2011 – geweckt.

Schlüsselwörter: Krisenländer, Côte d'Ivoire, Kommunikationsmittel, deutsche Presse, Nachrichten.

Résumé

En tant que moyen de communication, la presse est soumise à un ensemble de valeurs morales pour mieux remplir sa fonction. Ces règles sont parfois mises à mal par la presse européenne, qui publie de fausses informations sur des pays lorsque ces derniers se trouvent en situation de crise. Le cas de la Côte d'Ivoire dans la presse allemande mérite d'être analysé, car pendant la période de crise (2002-2011) cette presse européenne a porté un intérêt particulier à la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Pays en crise, Côte d'Ivoire, moyens de communication, Presse allemande, Informations

Abstract

As means of communication, the press is subject to a set of moral values in order to fulfil its function. These rules are sometimes undermined by the European press, which publishes false information about countries when they are in a crisis situation. The case of Côte d'Ivoire in the German press deserves to be analysed, because during the crisis period (2002-2011) this European press took a particular interest in Côte d'Ivoire.

Keywords: Countries in crisis, Côte d'Ivoire, means of communication, German press, news

Einleitung

Die Presse ist ein wichtiges Medium, die eine wichtige Rolle im täglichen Leben sowohl des Einzelnen, als auch eines jeden Staates in seinem politischen, wirtschaftlichen, kulturellen und sozialen Leben spielt. Sie unterliegt einer Reihe von Moral- und Verhaltensregeln, um ihre Funktion erfüllen zu können. Jedoch wird meistens festgestellt, dass die europäische Presse falsche, bzw. unverifizierte Nachrichten über Krisenländer verbreitet. Diese Feststellung gilt auch für Krisenländer Afrikas.

Der Fall der deutschen Presse gegenüber der Côte d'Ivoire kann daher hinterfragt werden. Das Land zieht das Interesse dieser europäischen Presse auf sich, denn seit 1993 erlebte es eine Abfolge von Krisen, die mal im Zeitraum 2002-2011 in der militärpolitischen Krise gipfelte. Der vorliegende Beitrag wird sich mit den Nachrichten über die Côte d'Ivoire in Anlehnung an Zeitungsartikel der deutschen Presse auseinandersetzen und der Frage nachgehen, ob diese Presse eine Ausnahme in der Verbreitung falscher Nachrichten bildet. Die Beantwortung dieser Fragen wird methodologisch auf die Inhaltsanalyse zurückgegriffen werden. Sie verlangt erstens einen allgemeinen Überblick über die deutsche Presse; zweitens eine Darstellung der Nachrichten über die Côte d'Ivoire in der dieser Presse und drittens eine Inhaltsanalyse dieser Nachrichten.

1. Die deutsche Presse: Allgemeine Darstellung

In Demokratien spielt die Presse grundlegende Funktionen. Sie soll das Volk informieren, durch Kritik und Diskussion zur Meinungsbildung beitragen und damit Partizipation ermöglichen. Sie soll nicht nur ein Informationsmittel sein, sondern auch ein Akteur, der Initiativen ergreift, um die Mängel der Gesellschaft zu entschlüsseln. Die Informationen sollen objektiv, pragmatisch und faktisch sein und der Wahrheit entsprechen (Vgl. Bernier, 2003, S.9). Als erste Wirtschaftsmacht Europas hat deshalb Deutschland sich auch mit mächtigen und modernen Kommunikationsstrukturen ausgestattet. Die Bundesrepublik Deutschland hat besonders die öffentliche Meinung und die Massenmedien befördert und demokratisiert (Vgl. Auswärtiges Amt, 2003,S.397). Am Beispiel der größten Presseagenturen – Agence France Presse, Reuters, Associated Press und United Press International – gilt auch die Deutsche Presse Agentur (DPA) als eine größte und weltbekannteste Nachrichtenagentur (Vgl. Silbermann, 1982, S.14). *Die „Zeitungslektüre erfreut sich in Deutschland großer Beliebtheit. 78 Prozent der Bundesbürger lesen täglich Zeitung durchschnittlich 36 Minuten lang“* (Auswärtiges Amt, 2003, S.396). Dieses Interesse an der Presse ist auf die Organisation und die Pressefreiheit in Deutschland zurückzuführen.

Die Organisation der deutschen Presse gehört zum deutschen Presserat. Als freiwilliges Selbstkontrollorgan der gedruckten Medien in Deutschland ist der deutsche Presserat verantwortlich für die Organisation, Verwaltung und Gewährleistung der deutschen Presse und zeigt sich als das Herz dieser vor. Der im Jahre 1956 gegründete Deutsche Presserat hat sich besonders für den Eintritt der Pressefreiheit in Deutschland immer bemüht.

„Die Bewahrung der Pressefreiheit ist eines der wertvollsten und wichtigsten Anliegen des deutschen Presserats.“ (Auswärtiges Amt, 2003, S.397). Er versteht sich als Selbstkontrollorgan der Verleger und Journalisten und befasst sich mit Verstößen gegen die journalistische Sorgfaltspflicht und Ethik (Vgl. Auswärtiges Amt, 2003, S.397). Im Allgemeinen erhalten die Massenmedien ihre Nachrichten über nationale und ausländische Nachrichtenagenturen. Manchmal kommen die Informationen aus Pressestellen von staatlichen Institutionen, privaten Organisationen und Unternehmen sowie durch eigene Korrespondenten im In- und Ausland und direkte Recherche (Vgl. Auswärtiges Amt, 2003, S.393).

Die Pressefreiheit und das Presserecht sind sehr relevant in Deutschland. Diese Rechte werden deutlich im Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland im Artikel 5 verankert.

Jeder hat das Recht, seine Meinung in Wort, Schrift und Bild frei zu äußern und zu verbreiten und sich aus allgemein zugänglichen Quellen ungehindert zu unterrichten. Die Pressefreiheit und die Freiheit der Berichterstattung durch Rundfunk und Film werden gewährleistet. Eine Zensur findet nicht statt (Auswärtiges Amt, 2003, S.397).

Dieses Gesetz trachtet einerseits nach besten Arbeitsbedingungen der Journalisten und Zeitungsverleger und andererseits nach der ganzen Unabhängigkeit der Presse in Deutschland. Trotz dieser Rechte wird festgestellt, manchmal die europäische Presse veröffentlichen falsche Nachrichten über Länder, wenn diese sich in einer Krisensituation befinden. In Bezug darauf, uns interessiert zu wissen, was die deutsche Presse über die Côte d'Ivoire geschrieben hat?

2. Die Côte d'Ivoire im Spiegel der deutschen Presse

Mit rund 20 Millionen Einwohnern, unter denen 5,1 Millionen Ausländern sind, ist die Côte d'Ivoire historisch, kulturell und demografisch mit ihren Nachbarstaaten – Mali und Burkina Faso im Norden, Guinea und Liberia im Westen und Ghana im Osten – verflochten. Diese ehemalige französische Kolonie erlangte ihre Unabhängigkeit am 7. August 1960 unter der Führung Félix Houphouët-Boignys. Er regierte das Land von 1960 bis 1993. Seine Amtszeit war stabil und die Côte d'Ivoire galt als die Friedensoase Westafrikas. Die prowestliche und marktwirtschaftliche Politik machte das Land zu einem der reichsten Staaten Westafrikas. Die Côte d'Ivoire „wurde als Wirtschaftswunder gefeiert und als Modell des Kapitalismus in Schwarzafrika betrachtet“ (Grill: 2003, S.09). Dies führte zur politischen Stabilität der Côte d'Ivoire, obwohl am Anfang der 1990er Jahre das Land politische Erschütterungen und eine Wirtschaftskrise, die zu konstitutionellen und politischen Reformen führten, erlebte.

Durch diese Reformen konnte die Oppositionspartei FPI¹ Laurent Gbagbos, die sich seitlangem als illegale politische Partei betrachtet wurde, ihre Teilnahme am politischen Wettbewerb vom Oktober und November 1990 legalisieren. Denn die Partei Houphouët-Boignys PDCI-RDA² war von 1960 bis 1990 tatsächlich die einzige offizielle politische Partei, obwohl die Verfassung vom 3. November 1960 ein Mehrparteiensystem vorsah. Alassane Ouattara - ehemaliger Gouverneur der westafrikanischen Zentralbank – wurde zum Premierminister.

Nach dem Tod Houphouët-Boignys am 7. Dezember 1993, obwohl Alassane Ouattara gerne von seinen Anhängern an der Spitze des Staates gesehen würde, kam Henri Konan Bédié – Abgeordneter und Vorsitzende des ivorischen Parlaments – an die Macht; dies laut der Gesetze Nr. 6624-1990 vom 11. Juni 1990 und Nr. 90-1529 vom 6. November 1990, die Änderung der Artikel 11 und 12 der Verfassung vom 3. November 1960. Diese Gesetze sehen vorher, dass im Falle der Vakanz der Präsidentschaft durch Tod, Rücktritt oder absolute Behinderung die Funktionen des Präsidenten der Republik vom Vorsitzenden des Parlaments vorläufig ausgeübt werden sollte. (Vgl. Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, n°43, du 11 juillet 1990). Seitdem entstanden eine politische Rivalität und ein Spektrum vom Misstrauen zwischen Anhängern Ouattaras und Bédiés. Diese Lage markierte den Anfang eines Erbfolgekrieges zwischen den beiden politischen Erben Houphouët-Boignys. Dieser sogenannte Krieg hatte zu vielfältigen Krisenwellen geführt und prägt bisher die politische Arena der Côte d'Ivoire.

Als neuer Staatschef erfüllte Henri Konan Bédié die eingeleitete Amtszeit Félix Houphouët-Boignys bis Oktober 1995. Am 22. Oktober 1995 wurden die Präsidentschaftswahlen organisiert. Jedoch fanden sie in einem Spannungsfeld statt. Sie wurden von Oppositionsparteien FPI und RDR³ boykottiert, weil zwei Monate vor den Präsidentschaftswahlen Henri Konan Bédié eine Änderung des Wahlgesetzes vornahm.

¹ FPI: Front Populaire Ivoirien (Ivorische Volksfront) wurde 1982 von Laurent Gbagbo, Simone Gbagbo und Aboudramane Sangaré als marxistisch-leninistische Untergrundbewegung gegründet. FPI wurde 1990 offiziell als politische Partei anerkannt und behauptete, eine demokratische sozialistische Partei zu sein und gegen den Neokolonialismus zu kämpfen. Seit 2015 ist Pascal Affi N'Guessan der Vorsitzende der Partei.

²PDCI-RDA : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (Demokratische Partei der Côte d'Ivoire) wurde am 9. April 1946 von Félix Houphouët-Boigny gegründet. Seit dem Tod Houphouët-Boignys steht die Partei bisher unter dem Vorsitz von Henri Konan Bédié.

³RDR (Rassemblement Des Républicains) (Versammlung der Republikaner) ist eine ivorische und liberale Partei, die 1994 von Djéni Kobina gegründet wurde. Von 1999 bis 2017 stand die Partei unter dem Vorsitz von Alassane Ouattara.

Nur PDCI-RDA und PIT⁴ nahmen an der Wahl teil. Mit mehr als 95% der Stimmen wurde Henri Konan Bédié, Kandidat von PDCI-RDA, als Sieger gegen PIT Francis Wodié erklärt, der nur 5% der Stimmen gewann.

Am 24. Dezember 1999 – vier Jahre nach dieser Wahl – wurde das Regime Henri Konan Bédiés durch einen Militärputsch unterbrochen. Der Putsch, der als „*Schönstes Geschenk zur Jahrhundertwende [...], ein Geschenk Gottes*“ (Der Spiegel Nr.1/2000, S.111.) betrachtet wurde, „*hat [...] eine unterschwellige politische Dauerkrise vorerst beendet*“ (Hartmann: 2000, S.84) und ließ Bédié ins Exil ziehen. Robert Gueï – der pensionierte General und ehemalige Stabschef der „Forces Armées Nationales de Côte d’Ivoire“ (FANCI) von 1986 bis 1992 – wurde von den Putschisten an die Macht gebracht. Gueï erklärte, er wollte der Wirtschaftslage und der Demokratie in der Côte d’Ivoire einen Sprung geben. Alle Oppositionsführer und Kritiker, die unter Präsident Konan Bédié willkürlich verhaftet wurden, sollten freigelassen werden und alle politischen Parteien sollten an einer neuen Regierung beteiligen. Er wollte die Macht bald einem Zivilisten wiedergeben und versprach freie Wahlen, weil er keine politischen Ambitionen hatte. Die Verfassung und die politischen Institutionen wurden also aufgelöst. Eine beratende Verfassungs- und Wahlrechtskommission wurde gebildet. Sie umfasste alle politischen Parteien, die Zivilgesellschaft und religiöse Führer. Ein neuer Verfassungsentwurf und ein neues Wahlgesetz für die kommenden Präsidentschaftswahlen 2000 wurden vorgeschlagen (Vgl. Hielscher, 1999, S.99).

Für die politische Partei RDR zielten die neuen Maßnahmen die Kandidatur des neuen Präsidenten von RDR Alassane Ouattara beim Machtkampf zu verhindern, denn Ouattara wurde wahrscheinlich als Burkinabé gesehen. Indem Ouattara als Ausländer darstellt und demzufolge ausgegrenzt wird, wird er abgewertet und geschwächt.

Gleichzeitig wurde UDPCI⁵ – die neue Partei Robert Gueïs – gegründet. Gueï, der am Anfang erklärte, er hatte keine politischen Ambitionen, wollte jetzt an den Wahlen kandidieren. Im Oktober 2000 fanden die Wahlen ohne PDCI-RDA und RDR statt, denn der Obergerichtshof hatte die Bewerbungen ihrer Kandidaten bzw. Bédié und Ouattara abgelehnt. An den Wahlen nahmen FPI, PIT und UDPCI teil.

⁴PIT: Parti Ivoirien des Travailleurs (Ivorische Arbeiterpartei) ist eine ivorische politische Partei, die am 8. April 1990 von Francis Wodié, gegründet wurde. Seit 2014 ist Joseph Séka Séka der Vorsitzende der Partei.

⁵UDPCI : Union pour la Démocratie et pour la Paix en Côte D’Ivoire (Union für die Demokratie und den Frieden in der Côte d’Ivoire) ist eine ivorische politische Partei, die von den Anhängern des ehemaligen Präsidenten der Republik, General Robert Guéï, gegründet wurde, der am 19. September 2002 ermordet wurde. Seit dem 10. April 2005 ist Albert Toikeusse Mabri der Vorsitzende der Partei.

Sie beendeten mit dem Sturz Gueis durch einen Volksaufstand im 26. Oktober 2000, weil er sich zum Sieger der Wahlen gegen Gbagbo erklärte, obwohl er die Wahlen verlor. Danach brachen auch Straßenschlachten aus, denn, „*Anhänger des muslimischen Oppositionspolitikers Alassane Ouattara [...] fordern Neuwahlen. Die aber lehnt der Sieger der Wahl, Laurent Gbagbo, christliche Elite [...] kategorisch ab.*“ (Der Spiegel Nr.44/2000,S.196).

Zwei Jahre nach seiner Ankunft an der Spitze der Exekutive brach am 19. September 2002 eine bewaffnete Rebellion aus. Diese Rebellion, die am 19. September 2002 von der Rebellenbewegung MPC⁶ geführt wurde, verursachte das Wirtschaftschaos und das Misstrauen unter den Einwohnern. Sie führte zur Spaltung der Côte d’Ivoire. Schreckliche Menschenrechtsverletzungen und eine innere Massenwanderung der Bevölkerungen wurden festgestellt. Die Regierung hatte „*keine Kontrolle mehr über die Sicherheitskräfte [...], weil sich eine Kultur des Todes installierte. In Abidjan [waren] Todesschwadronen unterwegs*“ (Scheen, 2002, S.07).

Im November 2002 entstanden im Westen des Landes MPIGO⁷ und MJP⁸, die im Dezember 2004 mit MPC⁶ zu einer Koalition namens „Forces Nouvelles“ sich zusammenschlossen. Unter der Führung Guillaume Soros, Führer und Generalsekretär von MPC⁶, forderte die Rebellenkoalition den Rücktritt des amtierenden Präsidenten Laurent Gbagbo von der Macht und die Abhaltung von neuen Präsidentschaftswahlen. Die verfassungswidrige Anforderung führte zu bewaffneten Zusammenstößen zwischen Soldaten der Regierungsarmee und Rebellen Soldaten. Angesichts der chaotischen Situation für die Bevölkerungen setzten sich die Wirtschaftsgemeinschaft der westafrikanischen Staaten (ECOWAS) und die Afrikanische Union (UA) für einen Ausweg des Konflikts ein. Sie wollten der Côte d’Ivoire die Krise helfen, die Krise zu verringern, die Errichtung einer Demokratie zu ermöglichen und schließlich neue Präsidentschaftswahlen im Jahre 2005 zu organisieren.

⁶MPC⁶: Mouvement Patriotique de Côte d’Ivoire (Patriotische Bewegung der Côte d’Ivoire) war eine Rebellenmiliz im Norden der Côte D’Ivoire, der Guillaume Soro, Louis Dacoury Tabley angehörten.

⁷MPIGO: Mouvement Patriotique Ivoirien pour le Grand Ouest (Ivorische Volksbewegung des Großen Westens) war eine der beiden Rebellenbewegungen im Westen von der Côte d’Ivoire. Sie wurde von Félix Doh (im April 2003 in einem Hinterhalt getötet) gegründet. Die Mitglieder von MPIGO rekrutieren sich hauptsächlich aus der liberianisch-ivorischen Region Dan und Yacouba. MPIGO bestand aus 6.000 Mann, als sie am 8. Januar 2003 den Waffenstillstand unterzeichnete.

⁸MJP: Mouvement pour la Justice et la Paix (Bewegung für Gerechtigkeit und Frieden) Diese Bewegung war eine der beiden Rebellenparteien im Westen der Côte d’Ivoire. Sie bestand aus rund 250 Kämpfern unter der Führung von Kommandant Gaspard Déli.

Die Beteiligung dieser Organisationen ermöglichte die Unterzeichnung zahlreicher Friedensabkommen⁹. Frankreich leistete auch der Côte d'Ivoire Hilfe. In Linas-Marcoussis gelang es Frankreich ein Friedensabkommen zwischen den Rebellenbewegungen und der Regierung zu unterzeichnen¹⁰. Französische Elitetruppen wurden in der Côte d'Ivoire verlegt, um dieses Abkommen zu überwachen und das Land zu stabilisieren.

Der richtige Ausweg des Konflikts kam jedoch mit der Unterzeichnung des Abkommens von Ouagadougou, das in Burkina-Faso vom 4. März 2005 unterzeichnet wurde. Es war vielversprechend, denn es stellte einen „direkten Dialog“ zwischen den Hauptakteuren der ivoirischen Krise her und schlug einen Kalender für die Präsidentschaftswahlen im Oktober 2005 vor. Durch diesen „direkten Dialog“ hatte Laurent Gbagbo anstelle bisher erfolgloser internationaler Vermittlungen einen inter-ivoirischen Dialog mit „Forces Nouvelles“ und politische Parteien PDCI-RDA und RDR vorgeschlagen.

Die seit 2005 programmierten Präsidentschaftswahlen fanden schließlich im Jahre 2010 statt. Am 31. Oktober 2010 wurde die erste Runde der Präsidentschaftswahlen friedlich abgehalten. Für diese Runde waren somit 14 Kandidaten – unter denen Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara und Henri Konan Bedié – im Rennen. Nach dieser Runde hatten nur Gbagbo und Ouattara den erforderlichen Prozentsatz für eine zweite Runde erreicht. Bei der zweiten Runde am 28. November 2010 gingen Gbagbo als Kandidat des Parteienbündnisses LMP¹¹ und Ouattara als Kandidat des Parteienbündnisses RHDP¹² ins Rennen. Die Wahl beendete mit zwei proklamierten Resultaten.

⁹Unter der Leitung von Wirtschaftsgemeinschaft der westafrikanischen Staaten (ECOWAS) und der Afrikanischen Union wurden die Abkommen von Accra II am 6-7 März 2003, Accra III am 29-30 Juli 2004 sowie Pretoria I und II am 6. April 2005 zwischen Antagonisten unterzeichnet.

¹⁰Das Abkommen von Linas-Marcoussis wurde in Frankreich am 23. Januar 2003 außerdem durch andere regionale und kontinentale Abkommen unter der Leitung von ECOWAS und der Afrikanischen Union unterstützt und ratifiziert, insbesondere die Abkommen von Accra II und III sowie Pretoria I und II. Es galt als ein internationales Friedensabkommen, denn es sammelte verschiedene internationale Organisationen. Für dieses Abkommen tagten die drei Rebellenbewegungen MPCI, MPIGO und MJP, die ivoirischen politischen Parteien wie FPI, PDCI-RDA, RDR, PIT, UDPCI, UDCI, MFA. Dazu kamen die Expertengruppe von Vereinten Nationen, die Vertreter der Europäischen Gesellschaft, der Afrikanischen Union, der Internationalen Organisation der Frankophonie, des Entwicklungsprogramms der Vereinten Nationen (EPVN), der Internationalen Komitee vom Roten Kreuz sowie ECOWAS. Obwohl Linas-Marcoussis Abkommen ein internationales Echo hatte, konnte es endgültig eine Lösung der Krise finden.

¹¹ LMP (La Majorité Présidentielle) war eine heterogene Bewegung, die 2009 gegründet wurde. Sie umfasste die Partei des amtierenden Präsidenten Laurent Gbagbo d.h. FPI, eine Reihe anderer Parteien, Gewerkschaftsorganisationen, Verbände, die an der Wiederwahl des amtierenden Präsidenten beteiligt waren.

¹² RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix) ist eine Koalition ivoirischer politischer Parteien RHDP, die am 18. Mai 2005 gegründet wurde. Sie verkörperte die Parteien wie PDCI-RDA, RDR, UDPCI, MFA, UPCI und behauptete die politische Ideologie des ersten ivoirischen Präsidenten Félix Houphouët-Boigny.

Am 2. Dezember 2010 – vier Tage nach der Wahl – ernannte Youssouf Bakayoko, Vorsitzender der Unabhängigen Wahlkommission Alassane Ouattara zum Wahlsieger mit 54,10% der abgegebenen Stimmen gegen 45,90% für seinen Gegner Laurent Gbagbo. Am 3. Dezember 2010 proklamierte jedoch Paul Yao N'dre, Vorsitzender des Verfassungsrates, Laurent Gbagbo den Wahlsieger mit 51,45% der abgegebenen Stimmen gegen 48,55% für Alassane Ouattara (Vgl. Rouppert, 2012,S.6). Mit zwei proklamierten Resultaten ließen sich Gbagbo und Ouattara als Präsidenten vereidigen und unterhielten zwei konkurrierende Regierungen. Diese Verwirrung führte zu einer gewaltsamen Nachwahlkrise, die die Côte d'Ivoire erneut ins Chaos setzte.

Young Jin Choi, Beauftragter des Generalsekretärs der Vereinten Nationen in der Côte d'Ivoire, widerlegte seinerseits die vom Verfassungsrat angekündigten Resultate und bestätigte die von Unabhängiger Wahlkommission vorgelegten Ergebnisse. Er leitete den internationalen Anerkennungsprozess für den Sieg Ouattaras ein. So stand die internationale Gemeinschaft einmütig gegen Gbagbo und unterstützte Ouattara als rechtmäßig gewählten Präsidenten der Côte d'Ivoire. Der Uno-Sicherheitsrat tagte, sanktionierte die Côte d'Ivoire und erteilte Frankreich, das Mandat alle Mittel zur Aufrechterhaltung des Friedens einzusetzen¹³. „Frankreich verstärkte seine Militäroperation Licorne auf 6000 Mann. [...] In dem Land sind rund 4000 französische Soldaten und rund 6000 Männer einer Uno-Friedenstruppe stationiert“ (Fichtner, 2006,S.96). Nachdem die Kämpfe zwischen den beiden Lagern eskaliert waren, wurde Laurent Gbagbo in seiner Residenz am 11. April 2011 festgenommen. „Die Festnahme Gbagbos markiere das Ende eines unglücklichen Kapitels, das niemals hätte existieren dürfen“ (Böhn, 2011, S.18). Von 2002 bis 2011 war die Côte d'Ivoire in einer militärpolitischen und diplomatischen Sackgasse gesetzt.

Während dieses Zeitraums hat das Land das Interesse der deutschen Presse erweckt. Denn jedoch wird meistens festgestellt, dass die europäische Presse falsche, bzw. unverifizierte Nachrichten über Krisenländer verbreitet. Dementsprechend wäre interessant zu wissen, ob diese Feststellung für die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse gilt. Die Beantwortung der Frage verlangt eine Inhaltsanalyse von Informationen über die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse.

¹³ Die Côte d'Ivoire wurde lange Zeit als Schaufenster Frankreichs in Afrika angesehen. Seit der Unabhängigkeit hatte das Land auf den militärischen Schutz durch die einstige Kolonialmacht Frankreich gesetzt und die beiden Staaten sind bisher durch militärische Kooperationsverträge verbunden.

3. Zur Inhaltsanalyse der Nachrichten über die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse

Eine Inhaltsanalyse von Artikeln über die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse lässt besonders auftauchen, dass die Demokratie in der Côte d'Ivoire eine noch stotternde Demokratie und sogar eine Demokratie mit tönernen Füßen ist. Diese Vorstellung der Demokratie wird durch bestimmte Ereignisse und Fakten bestätigt; unter anderem der Militärputsch gegen den Präsidenten Henri Konan Bédié am 24. Dezember 1999, die blutigen Konfrontationen zwischen Gueis Soldaten und Zivilisten am 26. Oktober 2000, die blutige Rebellion am 19. September 2002 und die Nachwahlkrise im November 2010. Die Ursachen dieser Krisen und Konflikte werden sowohl auf das Konzept „Ivoirité“ als auch auf ethnische oder religiöse Gründe reduziert.

Das Wort „Ivoirité“ tauchte ursprünglich 1974 auf und hat sich im kulturellen Bereich durchgesetzt. Es erschien als ein zu errichtendes Konzept, das die Politiker in ihren Traum von der Umgestaltung der Gesellschaft integrieren sollten. Nach Niangoran Porquet¹⁴ ist das Konzept Ivorité, was die Ivorer als spezifische Werte in den Aufbau der afrikanischen Einheit einbringen sollten (Vgl. Boa, 2009, S.75). In seinem Artikel „Ivoirité et authenticité“ in der Regierungszeitung „Fraternité Matin“, veröffentlicht im Jahre 1974, stellte der ivoirische Historiker Jean Noël Loucou das Konzept „Ivoirité“ als eine authentische und originelle Zugehörigkeit zum ivoirischen Gebiet vor. Dieses Konzept versuchte ein soziales und inklusives Projekt zu schaffen, in dem sowohl Ivorer aller Herkunft als auch in der Côte d'Ivoire lebende Ausländer zusammengebracht wurden.

Im Jahre 1995 tauchte das Konzept „Ivoirité“ unter einer anderen Vision auf. Die Politik wurde zur Grundlage dieser neuen Vision, die die Kultur in ein politisches Projekt integriert. Die neue Orientierung vom Konzept „Ivoirité“ wurde auf der PDCI-RDA-Konferenz am 26. August 1995 in der Rede Bédiés wiederbelebt, wie folgt: „*Ce que nous poursuivons; c'est bien évidemment l'affirmation de notre propre personnalité culturelle, l'épanouissement de l'homme ivoirien dans ce qui fait sa spécificité, ce que l'on peut appeler son ivoirité*“¹⁵ (Boa, 2009, S.75).

¹⁴Dieudonné Séraphin Niangoran Porquet (1948-1995) war ein junger ivoirischer Intellektueller und diplomierter Französischlehrer, der Französisch an Gymnasien und Hochschulen in der Côte d'Ivoire unterrichtete. Er war der erste Vordenker des Konzepts „Ivoirité“.

¹⁵„Was wir verfolgen, ist offensichtlich die Bestätigung unserer eigenen kulturellen Persönlichkeit, die Entwicklung des „ivoirischen Menschen“ in dem, was seine Spezifität ausmacht, was wir sein Ivoirité nennen können“ (übersetzt von mir).

Diese Rede wurde jedoch von den RDR-Anhängern als eine fremdenfeindliche Wahlpropaganda betrachtet. Nach der deutschen Presse liegen auch die Ursachen der politischen Krisen in einer Verteufelung der nördlichen Bevölkerungen und besonders im Konzept „Ivoirité“. Die politische Orientierung des Konzept „Ivoirité“ hat seitdem seine originelle Bedeutung negativ beeinflusst. Sie versteht sich als ein heimtückisches Projekt zur Kategorisierung bestimmter Bevölkerungen oder Volksgruppen, insbesondere Bevölkerungen, die wesentlich aus dem Norden des Landes kommen oder stammen und überwiegend Muslime sind. Auf diese Weise haben die Politikführer dem Konzept „Ivoirité“ eine sogenannte Legitimität oder Rechtmäßigkeit gewidmet, denn ein ivorischer Politikführer ist *„Ein richtiger Ivorer, der von ivorischer Mutter und ivorischem Vater abstammen muss“* (Scheen, 2001, S.6) bevor er an allen Wahlen teilnimmt.

Tatsächlich bildet die deutsche Presse das Konzept Ivoirité auf ein politisch nationalistisches Instrument, um Kandidaten bei Machtkämpfen zu beseitigen, wie Thielke das in folgenden Zeilen berichtet hat: *„eine infame nationalistische Ideologie, die seit Jahren von Regierungen nacheinander benutzt wurde, damit Kandidaten von den Wahlen auszuschließen.“* (Thielke, 2004, S.118). Das Grundprinzip des Konzepts „Ivoirité“ verlangt zu erweisen, dass jeder Einwohner oder Politiker Ivorer sein muss, bevor er an allen Wahlen teilnimmt, denn *„Die Ivorität, festgeschrieben durch eine Verfassungsänderung, degradiert ein Viertel der 16 Millionen Einwohner zu Bürgern zweiter Klasse“* (Grill, 2003, S.9).

Die deutsche Presse berichtet, dass das Konzept „Ivoirité“ seinen Höhepunkt in der Amtszeit Gbagbos erreichte, denn die politischen Projekte Gbagbos bilden sich auf nationalistische Gründe und besonders auf einen überbordenden Patriotismus und Rassismus (Vgl. Johnson, 2002, S.04). Diese Projekte bestehen darin, dass Afrika exklusiv zu Afrikanern gehören und ebenso die Côte d’Ivoire exklusiv zu richtigen Ivorern gehören soll (Vgl. Scheen, 2001, S.6). Nach der deutschen Presse werden die ausländischen Journalisten wegen „Ivoirité“ als Parasiten betrachtet (Vgl. Johnson, 2002, S.04). Alltäglich leben die Journalisten in der Gefahr. Sie werden fast alltäglich in der Ausübung ihrer Arbeit blutgeschlagen oder verfolgt und manchmal verschwinden sie auf mysteriöse Weise oder werden einfach getötet. Die Berufsbedingungen der ausländischen Journalisten in der Côte d’Ivoire sind sehr schwierig (Vgl. Eberle, 2003, S.32).

Das Konzept „Ivoirité“ gilt auch als eine Verteufelung von den Ausländern besonders Zuwanderern aus den Nachbarstaaten Burkina Faso und Mali. Im Allgemeinen wird das Konzept „Ivoirité“ als eine andere Form der Ausländerfeindlichkeit vorgestellt. Die deutsche Presse spaltet nicht das Konzept „Ivoirité“ mit der Ausländerfeindlichkeit ab. Darüber berichtet Grill: „*Die Fremdenfeindlichkeit [...] ist zu einem Instrument chauvinistischer Politik geworden*“ (Grill, 2003, S.9). Das Konzept „Ivoirité“ wird auch als eine Ursache der blutigen Rebellion vorgelegt. Nach der deutschen Presse liegen die Hilfe und Sympathie dieser Nachbarstaaten mit den Rebellen im September 2002 darin, wie Grill angeführt hat: „*Die Nachbarstaaten sympathisieren ohnehin mit den Rebellen, und es ist kein Geheimnis, dass diese von burkinischen Präsidenten Blaise Compaoré alimentiert werden* (Grill, 2003, S.9).

Vom kulturellen Konzept ist „Ivoirité“ zum politisch ausländerfeindlichen Instrument, das Bürger- und Wahlrechte verletzt, geworden. Nach der deutschen Presse liegen die Ursachen dieser Rechtsverletzungen und verschiedener Konflikte in der Côte d’Ivoire auch in einer offenkundigen Ungerechtigkeit zwischen christlich südlichen Eliten und muslimisch nördlichen Bevölkerungen, wie Hartmann ausgeführt hat: „*Mitglieder der nördlichen, vorherrschend muslimischen Bevölkerungsgruppen werden von südlich christlichen Eliten ausgegrenzt [und] hatten Schwierigkeiten bei der Erneuerung ihrer Pässe*“ (Hartmann, 2000, S.84-87).

Die deutsche Presse stellt dar, die Politik besteht darin, die Christen im Süden gegenüber den Muslimen im Norden zu bevorzugen. Diese Diskriminierung gegenüber den Moslems oder den nördlichen Bevölkerungen führte immer zu sozialen Spannungen, die von der Regierung noch weiter gefördert wurden, indem Leute aus dem Norden überwiegend aus der Politik ferngehalten werden (Vgl. Kühne, 2004, S.1). Da Laurent Gbagbo und Alassane Ouattara in der deutschen Presse bzw. als christlich südlicher Politiker und muslimisch nördlicher Oppositionspolitiker vorgestellt werden, gleicht diese Presse den politischen Machtkampf in der Côte d’Ivoire an den Machtkampf einer bestimmten religiösen oder regionalen Gruppe an.

Jedoch soll erwähnt werden, obwohl die religiösen und ethnischen Zugehörigkeiten in den meisten europäischen Pressen sowie in der deutschen Pressen mit bestimmten regionalen oder politischen Zugehörigkeiten verbunden werden, ist im Fall der Côte d’Ivoire ganz anders. Die ethnische Zugehörigkeit entspricht nicht immer unbedingt der religiösen Zugehörigkeit. Die religiöse Zugehörigkeit gehört auch nicht zu bestimmten ethnischen Leuten oder Völkern oder

zu spezifischen Gebieten oder politischer Partei. Konkreterweise kann dargestellt werden, Soro Guillaume, Hauptfigur der Rebellion, stammt vom Norden des Landes aus, aber er ist ein Christ. Mamadou Koulibaly, Vorsitzende des ivorischen Parlaments unter Laurent Gbagbos, stellt sich als Pfeiler Gbagbos Regime dar, obwohl er Muslim ist und stammt vom Norden aus,

Im Hinblick darauf, es ist ganz einfach und nicht objektiv die Ursachen aller Krise nur bloß und total zur religiösen, regionalen oder ethnischen Auseinandersetzung zwischen nördlich und südlich Bevölkerungsgruppen anzugleichen. Der bestimmte Fall der Côte d'Ivoire legt dar, dass die Auffassung der deutschen Presse über die ethnischen oder religiösen Konflikte in der Côte d'Ivoire sich auch auf Stereotypen oder Klischees bildet.

Schlussfolgerung

Bezüglich der Nachrichten über die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse wird festgestellt, dass sie am meistens nicht der alltäglichen Realität entsprechen. Sie tragen dazu bei, ein negatives Bild der Côte d'Ivoire den Lesern zu geben. Folgende Gründe könnten das erklären: Im Allgemeinen sollen Informationen in den Zeitungen die Leser oder die öffentliche Meinung anlocken. Deshalb haben die Zeitungsredaktionen lokale Vertretungen überall, um neue und spontane Informationen zu geben. In der Côte d'Ivoire liegt nicht deutlich der Fall auf der Hand, denn es gibt im Land keine ständigen Vertretungen der deutschen Zeitungsredaktionen. Die deutsche Presse macht eine approximative Analyse oder verbildet freiwillig die Informationen über die Côte d'Ivoire. Wie die meisten westlichen Pressen, die oft nicht konstruktive, falsche oder irrtümliche Informationen in Richtung nach den Krisenländern Afrikas verbreiten, bildet die deutsche Presse auch keine Ausnahme. Diese Feststellung könnte als eine Anfrage an die deutsche Presse im Allgemeinen und an die Ivorer insbesondere betrachtet werden, denn von 2002 bis 2011 wurde die Côte d'Ivoire in der deutschen Presse abgewertet.

Literaturverzeichnis

Auswärtiges Amt, *Tatsachen über Deutschland*; Abteilung Kommunikation, Berlin, Mai 2003.

Bernier, Marc-François, *L'éthique et la déontologie comme éléments de la légitimité du journalisme*. X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest; 2003.

Boa, Thiémélé Ramsès, « Ivoirité, Identité culturelle et intégration africaine : logique de dédramatisation d'un concept », in : Synergies Afrique Centrale et de l'Ouest n° 3, pp. 75-83, 2009.

Böhn, Andrea. „Ouattara will Gbagbo zur Rechenschaft ziehen.“, In: *Die Zeit* Nr.12, 12.April 2011, S.18.

Eberle, Eva-Maria, „Medien als Mordinstrumente.“In: *Der Überblick* Nr.04, 2003, S.32.

„Entfesselte Demokratie.“ In: *Der Spiegel* Nr.44, 26. Oktober 2000, S.196.

Fichtner, Ulrich, „Krieg der Elefanten“ In: *Der Spiegel* Nr.02, 04. April 2006, S.96.

Grill, Bartholomäus, „Kein Blut für Kakao.“ In: *Die Zeit* Nr.06, 30. Januar 2003, S. 09.

Hartmann, Christof, „Ende eines Sonderwegs“. In: *Der Überblick* Nr.01, 2000, S.84-86.

Hielscher, Hans, „Putschist Guei sitzt fest im Sattel.“ In: *Der Spiegel* Nr.54, 26. Dezember 1999, S.99.

Johnson, Dominic, „Ein Blick in den Abgrund.“ In: *Tageszeitung* Nr.258, 08. November 2002, S.04.

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, n°58 du 4 novembre 1960, in : <https://univ-perp.fr/constit/ci.1960.htm> (Zugriff 23. Juni 2017).

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, n°43, du 11 juillet 1990, in : <https://univ-perp.fr/constit/ci.1990.htm> (Zugriff 23.06.2017).

Kühne, Winrich, „Religionszugehörigkeit spielt große Rolle an der Elfenbeinküste“ in: www.Zeit.de (Zugriff 05.11.2004).

„Putsch als Geschenk“. In: *Der Spiegel* Nr.01 , 03.Januar2000, S.111.

Rouppert, Bérangère, « La Côte d'Ivoire un an après- Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et questionnements », in : *Rapport du GRIP*, Bruxelles, Nr.1, 2012, S.1-35.

Scheen, Thomas, “Friedensgespräche abgebrochen.” In: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* Nr. 257, 12. November 2002, S.07.

Scheen, Thomas, „Viele Brüder, wenige Freunde.“ In: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Nr.300, 24. Dezember 2001, S.06.

Silbermann, Alphons, *Handwörterbuch der Massenkommunikation und Medienforschung*. Teil I &II, Berlin, Verlag-Völker Spieß, 1982.

Thielke, Thilo, « Verordneter Irrsinn », in: *Der Spiegel* Nr.47, 15.November 2004, S.118.